

Favoriser le tourisme et créer encore plus de richesse pour le Québec lors de la mise à jour prochaine du programme d'aide financière aux festivals et événements touristiques

MÉMOIRE POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LE
CADRE DES CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES 2025-2026

FÉVRIER 2025



La situation en un clin d'œil

- Une **version actualisée** du Programme d'aide financière aux festivals et événements touristiques doit entrer en vigueur à compter de 2026-2027 et la période de réception des dossiers doit s'ouvrir, comme c'est le cas normalement, dès novembre 2025 ;
- Afin de permettre l'analyse des dossiers et la redistribution des subventions, le ministère du Tourisme doit pouvoir connaître l'enveloppe dont il disposera pour 2026-2027 **bien avant le début de cette année financière et le budget du printemps 2026-2027** (sans quoi les subventions risquent d'arriver après bien des événements, en plus de laisser les organisateurs dans l'incertitude). Très prochainement (ou en ce moment même), après consultation du milieu, le Ministère doit aussi discuter avec le Secrétariat du Conseil du trésor du Programme lui-même et de ses modalités, de son cadre normatif ;
- Depuis 2023-2024, l'enveloppe du Programme est de **30 M\$ par année**, étant constituée d'une base budgétaire et d'un ajout annoncé pour un cycle pluriannuel dès 2022, comme ce fut le cas aussi en 2017 (et en 2012) ;
- Durant deux années récentes, l'enveloppe du Programme a été portée à **presque 35,7 M\$** (par année) ; malgré les difficultés qui demeurent — tout en n'étant pas de la même nature que durant la pandémie — l'enveloppe a perdu 7,4 M\$ entre 2022-2023 et 2023-2024 (plus de 20 %). Au même moment, six nouveaux événements sont devenus bénéficiaires, s'ajoutant à plus de 130 autres entrés au Programme depuis 2016 (et ce nombre a continué de croître depuis) ;
- Le RÉMI formule dans la présente **4 recommandations principales**, en sus de tout ce qui a pu être recommandé directement au ministère du Tourisme par rapport au cadre normatif du Programme et à des changements qui, de son point de vue, favoriseraient vraiment le tourisme et pourraient créer encore plus de richesse ;
- Solidaire de l'ensemble du milieu culturel au Québec, le RÉMI compte une dizaine de membres actifs (sur 28) qui sont soutenus par le Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) et seulement deux qui sont soutenus par le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ). En saluant le travail accompli au cours des dernières années à la SODEC, le Regroupement préconise la tenue de divers travaux et réflexions concernant le soutien du CALQ, en parallèle de ses propres recommandations ;
- Pour le Regroupement, il importe de **préserver un écosystème festivalier et événementiel en santé au Québec**, à tous les niveaux, tout en reconnaissant que les interventions du gouvernement du Québec sont faites en fonction de deux approches qui amènent des évaluations distinctes et complémentaires : d'un côté le rayonnement, l'impact économique et touristique, principalement par le ministère du Tourisme, le Fonds signature Montréal et le Fonds de la région de la Capitale-Nationale et, de l'autre, le développement culturel par le ministère de la Culture et des Communications, la SODEC et le CALQ.

Le RÉMI ne souscrit pas à l'approche préconisée par certains intervenants qui cherchent à tout prix à créer des antagonismes entre les petits événements et les plus grands, entre ceux dits « régionaux, artistiques et indépendants » vis-à-vis des autres qui, du point de vue de ces mêmes intervenants, n'auraient plus de valeur dès lors qu'ils ont un budget d'opération plus important ou un grand impact économique et touristique.

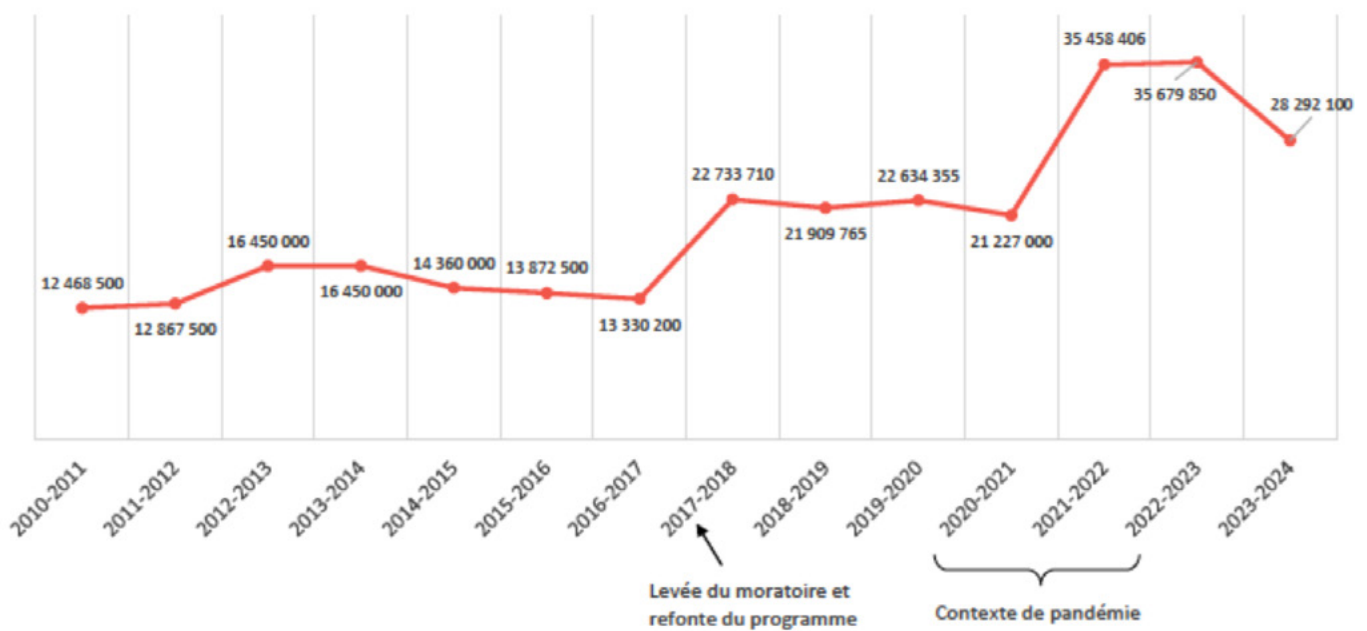
Dans les faits, les événements majeurs internationaux sont demeurés régionaux, en étant implantés presque partout au Québec, de l'Outaouais à la Capitale-Nationale, de la Mauricie à l'Estrie. Ils sont très souvent artistiques dans la mesure où la culture est dans bien des cas au cœur même de leur mission. Étant presque toujours des OBNL, ils sont souvent les créatures de communautés entières ou d'entrepreneurs visionnaires d'ici et, s'il se trouve que quelques-uns travaillent étroitement avec des entreprises, ces dernières sont de propriété exclusive ou majoritairement québécoise – sans quoi elles n'auraient pas accès à divers programmes gouvernementaux.

En somme, pour le RÉMI et ses membres, petits et grands festivals ont leurs spécificités, leurs raisons d'être et leurs bénéfices. Aucune « catégorie » n'a le monopole de la vertu.

La situation en un clin d'œil - suite

Programme d'aide financière aux festivals et événements touristiques

Évolution du montant total des subventions É2010 à H2024 (\$)



Recommandation 1

Annoncer dès le budget 2025-2026 que l’enveloppe annuelle du Programme d’aide financière aux festivals et événements touristiques sera ramenée à 35 M\$ à compter du 1^{er} avril 2026, afin de tenir compte du nombre grandissant d’événements soutenus, de la hausse importante des coûts d’opération et d’autres facteurs, dont la baisse probable de la valeur du dollar canadien

- On estime qu’il en coûtait de **30 % à 40 % de plus** pour organiser en 2024 un événement comparable à celui de 2019. L’inflation et une certaine déstructuration du secteur (main d’œuvre, fournisseurs, etc.) suivant la pandémie sont en cause. Si on peut comparer la pandémie à un important tremblement de terre, ce qui a suivi dans le secteur est un tsunami sournois;
- Quatre ans après la décision budgétaire de mars 2022, cette hausse représenterait **16,7 % en avril 2026** et ne viendrait pas, à elle seule, effacer l’effet de la hausse fulgurante des coûts d’opération dans le secteur : les festivals et événements vont devoir continuer de déployer des efforts considérables, tant du point de vue des revenus autonomes que des commanditaires, par exemple (puisque’il est moins souhaitable de réduire, l’expérience des participants, l’offre ou le « produit »);
- Pour de nombreuses organisations d’ici, une forte baisse de la valeur du dollar canadien vis-à-vis de la devise américaine (suivant l’imposition de tarifs douaniers) poserait un véritable défi, puisque nombreuses sont les têtes d’affiche à être payées en dollars américains;
- **274 subventions** ont été remises aux festivals et événements par le ministère du Tourisme en 2023-2024; il en avait octroyé 124 en 2015-2016. Si l’enveloppe est passée durant la période de **13,87 M\$ à 28,29 M\$**, la subvention moyenne a plutôt baissé légèrement, de **112 000 \$ à 103 000 \$**. Il faut renverser cette tendance baissière;
- Notons aussi qu’entre 2019-2020 et 2023-2024, l’enveloppe du Programme a crû de **près de 25 %**, mais au RÉMI, sur un groupe témoin de 25 membres, la hausse a plutôt été de **17 %**. À ce sujet, d’importantes recommandations ont été faites par le RÉMI au ministère du Tourisme. Il apparaît en effet souhaitable, selon le RÉMI, que ses membres — parmi les plus performants en termes touristiques — puissent aussi voir leur appui augmenter au moins au même rythme que l’enveloppe.

SAVIEZ-VOUS QUE...

La hausse des coûts d’opération pour les festivals et événements est un phénomène mondial. Le European Festival Report 2024 indique que cette hausse est la plus grande préoccupation des organisateurs du vieux continent pour 2025, à 67 %, loin devant le souci de contracter des artistes (55 %), de vendre des billets ou d’avoir un achalandage (40 %), la météo extrême (30 %) ou la commandite (21 %).

Recommandation 2

Reconduire le Programme tel que modifié pour cinq ans à compter de 2026-2027 et prévoir une nouvelle hausse de l'enveloppe à compter de la quatrième année, soit au 1^{er} avril 2029, cette fois à 37,5 M\$, pour les deux dernières années du cycle, soit 2029-2030 et 2030-2031

- Ces deux augmentations successives constitueraient un **rattrapage progressif** qui tiendrait compte de l'inflation, de la hausse considérable des frais d'opération dans le secteur, du nombre accru de festivals et événements soutenus dans le Programme et de d'autres facteurs (comme la diminution de l'apport du gouvernement fédéral);
- Cette façon de faire donnerait une **prévisibilité appréciable** aux diverses organisations soutenues.

Recommandation 3

En ce qui concerne le nouveau cadre normatif du Programme, accepter que l'aide financière maximale pouvant être accordée à la performance touristique passe de 1 M\$ à 1,25 M\$, ce qui constituerait un premier ajustement sur ce plan en quelque deux décennies; intégrer les nombreuses autres recommandations transmises par le RÉMI à l'équipe du ministère du Tourisme

- **Seuls quatre événements** obtiennent en ce moment le maximum d'aide financière chaque année au Québec. L'augmentation du maximum représente donc une dépense potentielle de **1 M\$**;
- Si le maximum versé au Programme avait été indexé depuis qu'il a été mis en place, il représenterait facilement **1,5 M\$** aujourd'hui;
- En effet, entre 2004 et 2024, l'inflation cumulée représente tout **près de 53 %**.

TROP DE FESTIVALS AU QUÉBEC ?

La question est souvent posée : y a-t-il trop de festivals et d'événements au Québec ? Pour le RÉMI, la multiplication du nombre d'événements témoigne du dynamisme des entrepreneurs et des communautés, tout comme de la vitalité de la culture québécoise.

Cependant, le phénomène a sa contrepartie : les ressources ne sont pas illimitées et cela vaut autant pour les subventions que pour les commanditaires. Sans parler du budget de loisir des Québécois qui est de plus en plus sollicité. Dans son étude « Montréal, Métropole culturelle : Protéger et développer nos atouts culturels », la Chambre de commerce du Montréal métropolitain met en lumière divers phénomènes : la baisse de la demande (même si on la sent moins en festivals qu'en salle ou pas du tout dans plusieurs cas), l'augmentation et la diversification de l'offre, les pressions sur les modèles de revenus et les pressions inflationnistes.

Dans la foulée, il faut aussi reconnaître que l'augmentation récente du nombre d'événements a eu un impact sur la hausse importante des coûts d'opération : si cinq événements se déroulent simultanément, il va de soi qu'il y a de la surenchère et que les fournisseurs sont en mesure d'aller vers le plus offrant.

Recommandation 4

Entamer avec les partenaires de l'industrie une discussion relative à une hausse progressive du taux de la taxe sur l'hébergement au Québec, actuellement de 3,5 %, en considérant qu'il est désormais l'un des plus bas au Canada

- Le fruit de la taxe d'hébergement permet aux associations touristiques régionales de supporter notamment, à leur tour, les festivals et événements, en considérant l'apport qu'ils ont sur l'hôtellerie dans la région. À Montréal, c'est environ **5 M\$ par année** qui supporteront plus de 80 événements en 2025, en sus du Grand Prix de Formule 1 du Canada ;
- Cela dit, à l'extérieur de Québec et de Montréal, les ATR ne participent pas au financement des festivals et événements de façon importante pour le moment : sur un groupe témoin de 8 membres qui se tiennent en dehors de la Capitale-Nationale et de la Métropole, en 2023, c'était au total une contribution d'**à peine 49 000 \$**, venue de six ATR. De nouvelles exigences faites aux ATR pourraient s'ajouter à la hausse du taux, dont celle de constituer un fonds ou un programme de soutien, tel que celui de Montréal (Programme d'aide aux festivals, événements et expositions) ;
- Une hausse d'un demi-point de pourcentage, par exemple, de **3,5 % à 4 %** dans l'ensemble du Québec génèrerait au moins **15 M\$** selon nos estimations, qui permettraient de mieux soutenir à la fois des champions sur le plan touristique que des festivals émergents ou à l'impact touristique plus intrarégional.

Juridiction	Taux de la taxe d'hébergement (ou de son équivalent)	Commentaires
Toronto	6 %	Depuis le 1 ^{er} mai 2023, la Municipal Accommodation Tax est de 6 % à Toronto. La Ville considère hausser ce taux à 8,5 % entre juin 2025 et juillet 2026 pour financer la tenue de 6 matchs de la Coupe du monde de la FIFA.
Alberta	4 %	
Ottawa	5 %	
Winnipeg	6 %	Haussée le 1 ^{er} avril 2024
Terre-Neuve-et-Labrador	4 %	
Vancouver	2,5 % + 3 %	Depuis 2023 et jusqu'à 2030, la Ville impose une très spécifique « Major Events Municipal and Regional District Tax (Major Events MRDT) de 2,5 %, en plus de la Municipal and Regional District Tax (MRDT) de 3 % (en lien avec la FIFA).
New York (Ville)	14,75 % + 3,50 \$US/nuit	

RAISON 1

Une occasion réelle de créer rapidement plus de richesse au Québec

- **Retombées économiques** : la dernière étude agrégée réalisée par le RÉMI avec la méthodologie proposée par le gouvernement du Québec le démontre : les événements majeurs internationaux sont des moteurs touristiques et économiques importants. Ils créent de la richesse et procurent des recettes fiscales non négligeables (voir annexe) ;
- En vertu de la méthodologie proposée par le gouvernement du Québec, rappelons que **les visiteurs locaux (moins de 40 km) sont exclus**. De même, l'approche restrictive ne mesure que les gens qui sont venus à destination **principalement** en raison de la tenue de l'événement ;
- Au fil des ans, d'aucuns ont fait valoir qu'il fallait, tout en utilisant la méthodologie du gouvernement du Québec, prendre en considération **le pourcentage des retombées économiques attribuables aux touristes hors-Québec**. Il va de soi que ce pourcentage est plus élevé, de façon générale, parmi les événements majeurs internationaux, et en particulier pour un groupe de « champions » qui fait entrer des devises étrangères au Québec de façon importante. Pour le RÉMI, et compte tenu que le Programme d'aide financière aux événements touristiques en est un à vocation touristique, il faut miser prioritairement à travers cet outil sur ceux qui vont chercher ces devises étrangères et ceux qui ont le potentiel de le faire de façon significative.

« [L'impact des festivals] dépasse largement le tourisme. C'est un des éléments qui aide une ville à devenir un pôle, capable d'attirer des étudiants, des artistes, des chercheurs, des professionnels, de convaincre des entreprises de s'installer ici. (...) À cela s'ajoutent des effets sociaux, encore plus difficiles à mesurer, mais réels. À commencer par la **cohésion sociale et l'enrichissement de la vie civique** que permettent de grands rassemblements pacifiques. Le Festival de jazz est particulièrement intéressant à cet égard parce qu'il est capable de réunir anglophones et francophones. Sans oublier que ces événements donnent un sens à une ville, permettent de l'occuper autrement, que ce soient les Plaines d'Abraham ou le Quartier des spectacles, de rendre le centre des villes attrayant et pertinent dans cette ère dominée par l'étalement urbain. **Quand on soutient nos grands événements, on investit en fait dans la qualité de vie, un ingrédient majeur du succès d'une société, de son progrès économique et social.** »
DUBUC, A. (6 juillet 2013). La Presse.

D'INDÉNIABLES RETOMBÉES SOCIALES

S'ils sont des moteurs économiques et touristiques incontournables, les événements majeurs internationaux procurent aussi, souvent, des retombées culturelles et, toujours, des retombées sociales importantes.

Parfois implantés dans des communautés tissées serrées, comme à St-Tite ou à St-Jean-sur-Richelieu, par exemple, ils deviennent de véritables liants et des vitrines indissociables de l'identité de la ville et de ses citoyens.

Dans les grands centres aussi un « événement majeur contribue à créer un lien social. C'est un véhicule de l'expression d'une relation entre l'identité, l'appartenance collective et le lieu ». (Montréal, ville de festivals, mémoire de maîtrise, SIMARD, E., 2010).

Étant des leaders en matière de développement responsable, les événements majeurs internationaux atteignent des indicateurs et sont souvent classifiés en vertu de normes qui prévoient notamment l'achat local, la lutte à l'exploitation sexuelle, la réduction des déchets et de l'empreinte carbone et bien d'autres choses.

RAISON 1 - suite

Quelques exemples d'événements majeurs internationaux générant d'importantes retombées économiques attribuables aux touristes hors-Québec (compilation de La Presse, 2018, à partir de l'étude du RÉMI/KPMG)

Événement majeur international	Retombées économiques totales	Retombées économiques attribuables aux seuls touristes hors-Québec	Proportion des retombées économiques attribuables aux seuls touristes hors-Québec (sur la totalité des retombées économiques)
Festival international de jazz de Montréal	48,5 M\$	29,1 M\$	60 %
OSHEAGA	19,5 M\$	15,2 M\$	78 %
Festival Juste pour rire	33,8 M\$	10 M\$	30 %
Carnaval de Québec	16 M\$	8,8 M\$	55 %
Fierté Montréal	10,2 M\$	6,3 M\$	62 %
Omnium Banque Nationale (anciennement Coupe Rogers)	14,2 M\$	5,9 M\$	42 %

SAVIEZ-VOUS QUE...

Les six événements du tableau ci-dessus cumulaient ensemble, au moment de cette étude de KPMG (2018), des retombées économiques de plus de 168 M\$, dont plus de 80 M\$ sont attribuables aux seuls touristes hors-Québec. Ces chiffres sont en croissance depuis. Ensemble, ces événements reçoivent annuellement environ 5,4 M\$ de la part du ministère du Tourisme.

Il existe donc un « rationnel » imparable important et une proportionnalité indispensable en ce qui concerne l'aide donnée par le ministère du Tourisme. Elle doit s'avérer plus importante pour certains « champions » sur le plan du tourisme hors-Québec que pour ceux qui s'illustrent à l'intra-Québec et, enfin, ceux qui génèrent principalement du tourisme intrarégional ou un achalandage local.

Ayant participé aux travaux qui ont mené à l'adoption d'une méthodologie « officielle » prescrite par le ministère du Tourisme pour calculer les retombées économiques des festivals et événements, le RÉMI s'astreint sur ce plan aux plus hauts standards, afin de maintenir la crédibilité de ces exercices qu'il veut sérieux.

Pas question de lancer des gros chiffres obtenus avec des règles de trois ou des estimations farfelues. Les calculs sont faits en excluant les visiteurs locaux (à l'intérieur de 40 km) et ne prennent en considération les touristes qui se sont rendus à destination principalement pour participer à l'événement. Au RÉMI, avec les chiffres, on s'emballe... avec rigueur!

RAISON 2

Un moment opportun pour procéder en vertu du contexte budgétaire québécois et du tourisme international

- Le gouvernement du Québec cherche à réduire ses dépenses, certes, mais il doit aussi **investir pour avoir plus de revenus**. Les recettes touristiques et les retombées économiques générées par les événements majeurs internationaux sont nettement plus importantes que les subventions octroyées ;
- De façon générale, les participants aux événements majeurs internationaux **laissent pour chaque dollar dépensé 0,25 \$ dans l'hébergement et 0,33 \$ dans la restauration**. Le succès de la Grande-Allée durant le Festival d'été de Québec et celui des commerces autour de la Place des festivals à Montréal en témoignent de façon éloquent ;
- La baisse de la valeur du dollar canadien, par rapport au dollar américain, constitue aussi une vraie occasion d'attirer **plus d'États-Unis chez nous**, au Québec, dans la mesure où c'est à bas prix qu'ils pourront y prendre des vacances. Plus que jamais, il faut faire du Québec une destination attrayante et les événements majeurs internationaux peuvent y contribuer puissamment, en plus de concrétiser de vagues intentions de voyage, en le mettant au calendrier ;
- **D'autres juridictions agissent**. Le Québec peut être compétitif sur le plan du tourisme événementiel, qu'il soit musical ou autre.

SAVIEZ-VOUS QUE...

« Le marché de la musique est en passe de connaître une croissance significative, avec des projections estimant que sa valeur atteindra 15,2 milliards USD d'ici 2033. Cela représente une augmentation substantielle par rapport aux 6,5 milliards USD de 2023, reflétant un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 8,9 % sur la période de prévision. L'expansion du marché souligne l'attrait durable du tourisme musical, **mêlant voyages, spectacles en direct, festivals et expériences culturelles**. »*

L'« AMERICAN MUSIC TOURISM ACT »

La loi sur le tourisme musical américain soumise au Congrès en 2024 oblige le sous-secrétaire à identifier les lieux et événements aux États-Unis qui sont importants pour le tourisme musical, et à **promouvoir les voyages et le tourisme intérieur vers ces sites et événements**.

RECETTES POUR LES AUTRES SECTEURS COMME LES HÔTELS ET LES RESTAURANTS

Les études de retombées économiques, systématiquement faites avec la méthodologie approuvée par le gouvernement du Québec chez les événements ayant un budget d'opération de plus de 6 M\$, le prouvent chaque fois : les dépenses touristiques des participants bénéficient toujours à d'autres secteurs, comme l'hébergement (souvent autour de 25 %) et la restauration (souvent entre 30 % et 40 %). Ainsi, il est possible d'affirmer que le Festival de Jazz, par exemple, génère autour de 14 M\$ pour les restaurants (lors d'une édition comme celle de 2016 où l'ensemble des dépenses touristiques imputables atteignaient 34,5 M\$) et de quelque 8 M\$ pour les hôtels.

RAISON 2 — suite

SAVIEZ-VOUS QUE...

« **Le tourisme musical attire des voyageurs qui partagent une passion pour la musique et l'exploration culturelle.** Il comprend des visites d'événements «live», des destinations à thème musical et des attractions historiques associées aux légendes et mouvements musicaux. Le marché s'étend aux organisateurs d'événements, aux promoteurs de festivals, aux voyageurs et aux prestataires de services d'accueil, tous s'adressant au nombre croissant de passionnés de musique. »*

LANA DEL REY

C'est le 15 juillet que le plus **grand nombre de transactions internationales** a été enregistré au Québec durant 2023. Que se passait-il ce soir-là ? C'était le spectacle de Lana Del Rey, au Festival d'été de Québec. « David Chamussy, vice-président aux opérations pour Moneris, précise qu'il s'agit d'achat réglés avec des cartes de crédit émises par des banques étrangères ». — *Ces dates où les visiteurs dépensent, La Presse, 24 juin 2024.*

TAYLOR SWIFT ET LES AUTRES

Elle aurait généré un impact économique de 282 M\$ à Toronto (la méthodologie employée en Ontario est généralement moins restrictive que celle du gouvernement du Québec), alors que Vancouver revendique 157 M\$.

Qu'importe, ce qu'on doit retenir, c'est que le tourisme événementiel et musical peut être très payant pour les destinations, si la volonté y est. Et il n'y a pas que Taylor Swift pour le prouver.

On rapporte par exemple que Tomorrowland génère 202 millions d'euros en retombées économiques pour la Belgique, soit près de 300 millions \$ CAN (selon un calcul peut-être légèrement différent du nôtre). À Bruxelles, qui est quand même à trente minutes du festival, 60 000 nuitées seraient attribuables à l'événement, en sus de celles faites à Dreamville, le camping officiel de Tomorrowland, attendant au site, et où séjournent près de 40 000 festivaliers sur un terrain 128 plus grand qu'un terrain de football.

Ajoutons que les deux grands rendez-vous californiens que sont Coachella et Stagecoach amènent des dépenses touristiques de 600 M\$ US selon la Ville de Indio.

SAVIEZ-VOUS QUE...

Les gouvernements du monde entier reconnaissent le potentiel du tourisme musical pour stimuler les économies locales. L'American Music Tourism Act de 2024 promeut le patrimoine musical américain tandis que l'investissement de 45,4 millions de dollars de la Nouvelle-Galles du Sud dans les infrastructures de musique live souligne son impact économique.*

NOUVELLE ÉTUDE PANCANADIENNE SUR L'IMPACT DE LA MUSIQUE «LIVE»

L'Association canadienne de la musique sur scène (CLMA) a dévoilé le 30 janvier, à Toronto, le fruit d'une nouvelle étude inédite : *Écoute Active, comprendre la puissance économique et le potentiel de l'industrie de la musique live au Canada*. Cette étude démontre que seulement en 2023, l'industrie canadienne de la musique sur scène a généré 3,73 milliards \$ de recettes fiscales et 10,92 milliards \$ au produit intérieur brut. De ce dernier montant, 8,92 milliards \$ sont attribuables au tourisme entourant les activités reliées à la musique sur scène.

Il y a lieu de croire que le quart de ces résultats est attribuable au Québec.

* Référence pour les 3 SAVIEZ-VOUS QUE :

<https://www.travelandtourworld.fr/news/article/here-is-why-festivals-concerts-and-gala-extravaganzas-boost-global-music-tourism-market/>

RAISON 3

Un contexte difficile pour les événements majeurs internationaux qui justifie une hausse

- Les événements qui présentent en tout ou en partie une programmation gratuite ont été encore plus affectés par le contexte inflationniste et la récente hausse fulgurante des coûts d'opération. Ils continuent de chercher l'équilibre budgétaire : les revenus autonomes de billetterie n'existant pas dans ces cas, ils doivent miser sur plus de subventions, plus de commandites et des compressions (réduction de l'offre) pour arriver à retrouver la santé financière, un modèle d'affaire viable et pérenne;
- On estime qu'il en coûtait de **30 % à 40 % de plus** pour organiser en 2024 un événement comparable à celui de 2019.

LES FESTIVALS QUÉBÉCOIS SONT DÉJÀ FRAGILISÉS PAR LA GUERRE COMMERCIALE

L'incertitude liée aux menaces de tarifs douaniers du président américain plombe le cours du dollar canadien, et avec lui les espoirs d'une saison des festivals de musique plus confortable pour leurs organisateurs. La chute de près de 10 % de la valeur du huard par rapport au dollar américain entraîne une hausse du coût des cachets des artistes internationaux, souvent en haut de l'affiche. [...]

Martin Roy, président-directeur général du Regroupement des événements majeurs internationaux (REMI) [...] pose une autre question qui suscite de l'inquiétude dans le milieu des festivals québécois : « Le dollar canadien est passé de 0,75 \$ US à 0,69 \$ US, mais va-t-il encore baisser ? C'est sûr que ça va devenir extrêmement préoccupant. »

« J'avais comparé la pandémie à un tremblement de terre, et l'inflation qui a suivi, plus sournoise, à un tsunami », ajoute le p.-d.g. du REMI. « Nos membres nous disent qu'il en coûte de 30 % à 40 % plus cher qu'en 2019 pour tenir un événement de l'ampleur de ceux d'il y a cinq ans. On espère que la poussée inflationniste s'est calmée. Quoiqu'on ne sache pas ce qui va se passer avec les Américains. **Ce qui nous préoccupe, c'est l'impact sur la valeur du dollar canadien, qui rendra extrêmement difficile pour les festivals de présenter des artistes qui demandent à être payés en devise américaine.** »

Philippe Renaud, Le Devoir, 11 février 2025

AU SUJET DE L'INFLATION, environ 2/3 des membres du RÉMI disaient en avril 2024 avoir eu à effectuer des compressions, des réductions dans l'offre aux festivaliers, dans des choses perceptibles comme les heures d'opération, le nombre de scènes, etc.

SAVIEZ-VOUS QUE...

Le secteur formé par les événements majeurs internationaux est somme toute un secteur en forte croissance, non sans peine. Alors que l'achalandage croît souvent à un rythme impressionnant, le chiffre d'affaires au sein d'un groupe témoin de 25 membres du RÉMI a bondi de près de 23 % entre 2019 et 2023, pour représenter 263 M\$. Le problème est que les dépenses ont crû plus vite, en obligeant parfois des déficits qu'on souhaite passagers ou encore des compressions dans l'offre (nombre de scènes, artistes, etc.).

RAISON 3 - suite

- **Les subventions du gouvernement fédéral diminuent**, alors qu’elles devraient augmenter. Sur un groupe témoin de 25 membres du RÉMI, entre 2019 et 2023, la baisse à Patrimoine canadien a été de 14 %. Qui plus est, des festivals qui recevaient avant la pandémie 110 000 \$ au Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine ne reçoivent plus qu’environ 50 000 \$ annuellement (— 55 % en dollars courants alors qu’en dollars constants ils auraient pu espérer plus de 130 000 \$) ;
- Des ajouts faits par le gouvernement fédéral en 2019, en dehors des bases budgétaires, sont à risque, en particulier si le Parti conservateur du Canada prend le pouvoir et cherche à tout prix à retrouver l’équilibre budgétaire et à assortir toute nouvelle dépense (comme la reconduction de ces ajouts hors des bases budgétaires) de compressions équivalentes. **Ces hausses hors budget plus fragiles représentent désormais 30 % des enveloppes des deux programmes concernés.**

La situation à Patrimoine canadien en un clin d’œil :
30 % des sommes reconduites pour de courtes périodes toujours à risque de disparaître (22,5 M\$)

Programme	Financement annuel de base depuis 2008	À intégrer à la base budgétaire Investissements supplémentaires prévus annuellement jusqu’à la fin de 2025-2026	Enveloppe totale de financement jusqu’en 2025-2026
Fonds du Canada pour la présentation des arts	32,5 M\$	15,5 M\$	48 M\$
Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	17,7 M\$	7 M\$	24,7 M\$
Total	50,2 M\$	22,5 M\$	72,7 M\$

SAVIEZ-VOUS QUE...

Au sein d’un groupe témoin de 25 membres du RÉMI, les commandites représentaient tout près de 30 % des revenus en 2023, alors que les revenus autonomes (billetterie, alimentation, etc.) comptaient pour un peu plus de 50 %. Les subventions des villes, des ATR, des gouvernements québécois et canadiens ? 20 %. Elles jouent d’ailleurs un important rôle de levier.

INTERROGÉS SUR LA SITUATION DE L’INDUSTRIE, les dirigeants des membres du RÉMI sont plutôt moroses. Quand on leur demande d’apprécier l’état de la situation de 1 à 10, 1 étant la pire, 10, la meilleure, ils mettent un score moyen de 5,6. Près de 80 % inscrivent 6 et moins. Personne n’a répondu 9 ou 10.



Un mot sur le RÉMI

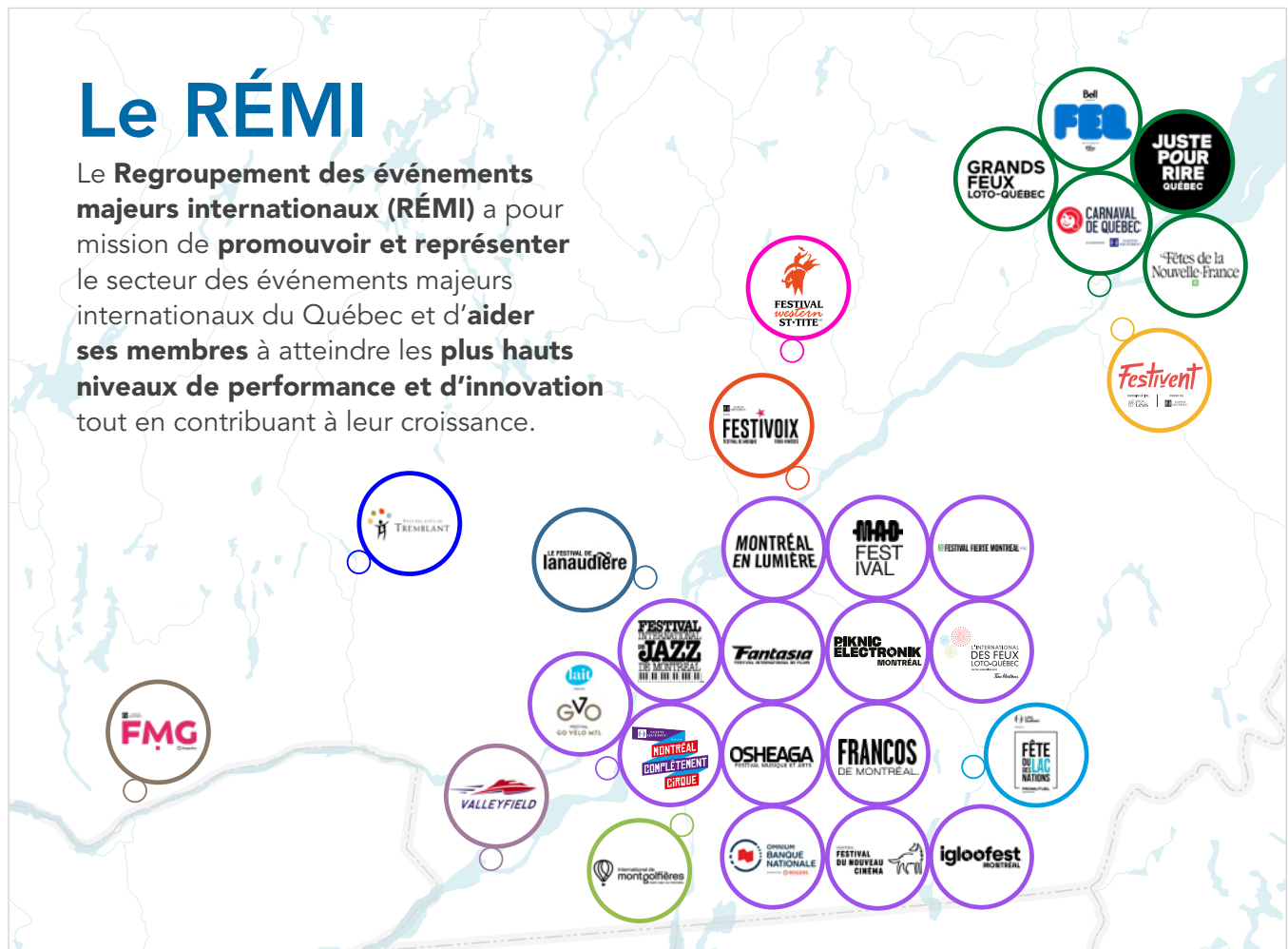
Ayant récemment entamé sa 25^e année d'existence, le Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) soulignera de diverses façons cet anniversaire au cours des prochains mois, en rappelant un élément très simple, à savoir que ses membres et lui-même ont fait de la création d'instants de bonheur leur affaire.

D'ici le début de 2026, le RÉMI entend profiter de l'occasion pour rappeler l'importance du secteur, de ses retombées sociales, culturelles, économiques et touristiques, de même que l'engagement de ses membres envers l'innovation et le développement responsable.

Rassemblant aujourd'hui 28 membres actifs et 6 membres affiliés, qui eux-mêmes cumulent ensemble un chiffre d'affaires de plus de 260 M\$, l'association s'affirme comme un interlocuteur incontournable des gouvernements, un porte-parole dans la sphère publique, tout en étant un outil précieux de veille stratégique, d'information et de concertation pour ses membres. L'essor du RÉMI et le développement de ses membres durant le dernier quart de siècle sont étroitement liés à la personnalité du Québec comme destination festive et conviviale dans le monde, ainsi qu'à l'avènement ici d'une véritable industrie qui, dans sa suite, a créé tout un écosystème.

Le RÉMI

Le **Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI)** a pour mission de **promouvoir et représenter** le secteur des événements majeurs internationaux du Québec et d'**aider ses membres** à atteindre les **plus hauts niveaux de performance et d'innovation** tout en contribuant à leur croissance.



MEMBRES

GATINEAU

Festival de montgolfières de
Gatineau

JOLIETTE

Festival de Lanaudière

LÉVIS

Festivent

MONTRÉAL

Festival Go vélo Montréal
Festival international de films
Fantasia
Festival International de Jazz de
Montréal

Festival M.A.D.
Festival Montréal en Lumière
Festival du nouveau cinéma
Les Francos de Montréal
L'International des Feux Loto-Québec
Fierté Montréal
Igloofest
Montréal Complètement Cirque
Omnium Banque Nationale
OSHEAGA Festival Musique et Arts
Piknic Électronik

QUÉBEC

Carnaval de Québec
Festival d'été de Québec
Fêtes de la Nouvelle-France
Grands Feux Loto-Québec
Juste pour rire Québec

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

International de montgolfières de
Saint-Jean-sur-Richelieu

**SALABERRY-DE-
VALLEYFIELD**

Régates de Valleyfield

SHERBROOKE

Festival du Lac des Nations

ST-TITE

Festival Western de St-Tite

TREMBLANT

Festival d'été de Tremblant

TROIS-RIVIÈRES

FestiVoix

Membres affiliés



Événements Attractions
Québec

Festival International
Nuits d'AfriquePrésence
autochtone

Virée classique
de l'OSM

MONTRÉAL

Festival de musique
émergente

ROUYN-NORANDA



Festival International des
Rythmes du Monde

SAGUENAY

L'IMPORTANCE ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE DES ÉVÉNEMENTS MAJEURS INTERNATIONAUX

Les faits saillants de l'étude sur les retombées économiques consolidées de 17 membres du RÉMI qui a été réalisée par KPMG et rendue publique le 31 mai 2018

Il s'agissait de la première étude d'une telle envergure au Québec depuis la publication du **Guide méthodologique pour la réalisation des études sur l'impact économique des grands festivals et événements**, en 2016.

LES 17 FESTIVALS EN BREF

5,9 M

Nombre de participants de tout âge

14 %

sont des visiteurs venant de l'extérieur du Québec

12,4 M

Nombre de jours de participation

LES RETOMBÉES

290,8 M\$

en valeur ajoutée pour l'économie du Québec

4 606

emplois créés ou soutenus par l'événement (en équivalent temps plein)

66,6 M\$

en recettes fiscales des gouvernements

396 M\$

dépenses admissibles totales (touristiques et d'opération)

378 \$

dépenses moyennes des visiteurs de l'extérieur de la région de l'événement venus surtout pour y participer

SOURCES DE REVENUS

42 % Revenus autonomes

29 % Commandites —
Secteur privé et autres

9 % Autres

6 % Subventions provinciales

6 % Subventions locales

4 % Subventions fédérales

4 % Commandites — Sociétés d'État

Un partenariat gagnant pour les gouvernements, les contribuables et les événements majeurs internationaux

- Alors qu'il subventionne ces dix-sept événements à hauteur de **15,1 M\$**, le **gouvernement du Québec a récolté 49,3 M\$** sous forme de taxes et impôts (revenus fiscaux); quant au **gouvernement fédéral, il obtient 17,3 M\$** avec un investissement de **9,7 M\$**.
- Une majorité des revenus des événements proviennent de sources privées (**29 %**) et autonomes (**42 %**), les subventions des différents paliers de gouvernement comptent pour un peu moins de **17 %** des revenus totaux.
- L'activité de ces dix-sept événements participe à la création ou au maintien de **4 606** emplois (équivalent temps plein).

La tenue des événements majeurs internationaux : une raison de se déplacer au Québec ou d'y venir

- Pas moins de **190 603** touristes sont venus de l'extérieur du Québec **principalement pour participer** à l'un des dix-sept événements de l'étude.
- **66 %** des visiteurs québécois se sont déplacés **surtout en raison de l'événement**.
- **54 %** des dépenses des visiteurs ont été générées par des visiteurs venant de l'extérieur du Québec. Ils ont dépensé en moyenne **778,34 \$** au cours de leur séjour, laissant ici **148,4 M\$** d'« argent neuf », dont près du quart dans les hôtels et environ le tiers dans les restaurants.

Les membres actifs du RÉMI qui ont participé à l'étude agrégée : le Carnaval de Québec, la Coupe Rogers présentée par Banque Nationale, le Festival d'été de Québec, le Festival International de Jazz de Montréal, le Festival Juste pour rire, le Festival de Lanaudière, le Festival Mode et Design Montréal, le Festival Montréal en Lumière, le Festival Western de St-Tite, Fierté Montréal, les Francos de Montréal, Igloofest, L'International de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu, L'International des Feux Loto-Québec, OSHEAGA — Festival Musique et Arts, les Grands Feux Loto-Québec et les Régates de Valleyfield.



Le rapport complet est disponible sur le site internet du RÉMI



2024 : UNE ANNÉE SOMBRE POUR DE NOMBREUX FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS AU CANADA

MONTREAL, 22 DÉCEMBRE 2024 — L'année qui s'achève en aura été une des plus difficiles pour de nombreux festivals et événements au Canada. Au terme de 2024 et en dépit de mesures très ciblées dans l'énoncé économique d'automne, la coalition qu'est Festivals et événements majeurs (FAME) réitère la nécessité d'un meilleur soutien de la part des gouvernements, en particulier du palier fédéral, sans lequel les problèmes risquent fort de s'aggraver dans le milieu, d'un bout à l'autre du pays.

Bien sûr, on retiendra qu'en mars les difficultés du Groupe Juste pour rire ont entraîné l'annulation des festivals de Montréal et de Toronto. Repris en juin par ComediHa!, devenu récemment Juste pour divertir, l'équipe proposera des événements à Vancouver, Montréal et Québec dès l'an prochain. Ce dénouement heureux n'est pas le même pour tous les festivals et événements : FAME recense plus d'une douzaine de rendez-vous qui sont tombés au combat, en annonçant une diminution substantielle de leur offre, une pause dans leurs opérations ou la fin complète de leurs activités.

À Vancouver, le Ambleside Music Festival n'a pas été présenté cet été. À Toronto, en invoquant des problèmes de financement, les organisateurs de Taste of the Danforth ont aussi pris une pause, alors que ceux du Caribbean Carnival ont dit que l'événement ne sera pas de retour l'an prochain sans une aide spéciale de 2 M\$. Toujours dans la Ville Reine, Hot Docs a dû se résigner à présenter un festival plus modeste, tout comme le Fringe Festival. À Regina, les responsables du Festival Folk ont annoncé qu'ils tenteraient de revenir en 2025, après avoir sauté une année. En septembre, les organisateurs du Kingsville Music Festival (Ontario) ont annoncé, eux, qu'ils ne seraient pas de retour en 2025. En Nouvelle-Écosse, le Whirligig and Weathervane festival a été annulé indéfiniment.

Sans que cela n'entraîne l'annulation de leur édition 2024, des équipes derrière d'autres festivals et événements ont craint le pire. Au Québec, à l'International de montgolfières de St-Jean-sur-Richelieu, l'édition 2023 s'était soldée par un déficit important qui a entraîné une grande mobilisation cette année et la mise en place d'un plan de relance. À Edmonton, l'équipe du Fringe Festival a lancé une campagne de financement populaire pour sauver son événement. Même chose du côté de Luminato, à Toronto, et au Vancouver Jazz Festival, dont un dirigeant s'est dit inquiet pour le futur. Le fondateur du Brampton Jazz festival est aussi sorti publiquement en craignant pour l'avenir, déplorant au passage avoir reçu moins d'argent du gouvernement fédéral.

Pour FAME, l'une des raisons des problèmes vécus à l'échelle du Canada s'avère être le sous-financement du gouvernement fédéral, qui s'ajoute bien sûr à l'inflation, puisqu'il en coûte souvent entre 30 % et 40 % de plus qu'en 2019 pour organiser ces temps-ci un événement comparable. Or, des événements soutenus par un programme important de Patrimoine canadien — le Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine — voient leur subvention diminuer d'année en année. Ceux qui recevaient avant la pandémie autour de 110 000 \$ doivent se contenter d'environ 50 000 \$. La situation n'est pas plus reluisante du côté du Fonds du Canada pour la présentation des arts. Les revenus autonomes et ceux de commandites n'ont pu suivre le rythme de l'inflation, en particulier lorsque les festivals et événements sont présentés gratuitement, en tout ou en partie, ou à faible coût.

Dans son récent mémoire présenté à la Chambre des communes, FAME a plaidé pour la création d'un programme à vocation économique et touristique qui compléterait l'intervention inadéquate de Patrimoine canadien. La coalition a aussi insisté pour que les sommes ajoutées aux deux programmes de Patrimoine canadien soutenant les diffuseurs soient intégrées aux bases budgétaires, en rappelant que les renouvellements à chaque année ou deux ne donnent aucune prévisibilité. La coalition a aussi multiplié les rencontres politiques avec le gouvernement et les partis d'opposition, dans l'espoir que le budget 2025-2026 réponde ses demandes. L'énoncé budgétaire d'automne renfermait quant à lui 10 M\$ en mesures ciblées touchant cinq festivals.



Une situation « extrêmement difficile » : les festivals en péril faute de financement

Cécile Bernard (Publié le 20 janvier à 5 h 53 HNE)

Faute de financement, le festival Sugar Shack Toronto a annulé l'édition de 2025. Il est le dernier d'une longue liste de plusieurs festivals, gratuits ou payants, qui ont annulé leur programmation ou qui sont en difficulté financière.

Que se passe-t-il dans le milieu des festivals des arts et de la culture? Martin Roy, directeur général de Festival et événements majeurs Canada (FAME), une coalition pancanadienne qui représente plus de 500 organisations, répond à nos questions.

La pandémie, une épreuve pour les festivals

Au Canada, la période post-pandémique a mis à mal un grand nombre de festivals, constate Martin Roy. Il en coûte vraiment beaucoup plus cher en ce moment pour produire un événement comparable à ceux qu'on faisait en 2019.

« Si la pandémie était en quelque sorte un tremblement de terre, les conséquences qui ont suivi ressemblent à un tsunami, c'est plus sournois. »

Une citation de Martin Roy, directeur général de FAME

Selon lui, l'inflation joue un rôle majeur dans la hausse des coûts de production, mais pas seulement : dans notre secteur, c'est pire parce

qu'il y a eu déstructuration durant la pandémie. Beaucoup de gens sont partis faire autre chose et plusieurs fournisseurs ont été en difficulté.

Des festivals gratuits, mais dépendants des subventions

Parmi les festivals présents à Toronto et plus largement au Canada, certains sont gratuits et dépendent entièrement des subventions des gouvernements provincial et fédéral. Or, depuis la pandémie, ces subventions se sont réduites ou ont été supprimées.

« La situation en ce moment demeure extrêmement difficile. »

Une citation de Martin Roy, directeur général de FAME

« Quand on vend des billets, on peut relier une partie de l'inflation à ceux qui les achètent. Mais quand on présente des activités gratuitement et qu'on compte principalement sur des revenus autonomes et des subventions et que celles-ci n'augmentent pas, on se trouve face à un problème mathématique », affirme-t-il.

Quelles peuvent être les solutions? Comme le rappelle Martin Roy, les festivals gratuits permettent une plus grande accessibilité à la culture et aux arts. Certains festivaliers tiennent à cette gratuité.

Des moteurs économiques et culturels

En plus de l'aspect divertissement, les festivals sont aussi des leviers économiques et touristiques, rappelle Martin Roy. Le gouvernement fédéral doit regarder les festivals et les événements non seulement comme des créations culturelles et sociales, mais aussi comme des créateurs de richesse, des moteurs économiques et touristiques.

« Les festivals créent un sentiment de communauté. »

Une citation de Martin Roy, directeur général de FAME

Ces événements ponctuels et réguliers amènent des touristes, car ils concrétisent de façon très précise une intention de voyage puisque l'événement se déroule à une date précise. Cela crée un engouement envers une destination et ça occasionne des dépenses en matière de transport, de restauration et en hôtellerie.

Plusieurs festivals ont annulé leur édition de 2024 tels que le Taste of the Danforth, à Toronto, et le Festival folk de Régina, alors que d'autres sont en difficulté financière et ignorent pour le moment s'ils survivront à 2025.

les affaires

Une coalition de festivals réclame d'Ottawa un meilleur appui financier

Rédigé par Frédéric Lacroix-Couture (MIS À JOUR LE 25 DÉCEMBRE 2024)

La poussée inflationniste a encore donné du fil à retordre aux festivals et événements majeurs du Canada en 2024. Une coalition représentant plusieurs d'entre eux revendique un meilleur soutien financier, qui donne plus de prévisibilité, de la part du gouvernement fédéral.

Festivals et événements majeurs (FAME) parle de 2024 comme d'une « année sombre ». La coalition a recensé au moins une douzaine de rendez-vous à la grandeur du pays qui ont diminué leur offre, cessé leurs activités ou décidé de prendre une pause.

« Ce qu'on perçoit partout, c'est qu'il y a des difficultés sérieuses [...] Si la pandémie a été un tremblement de terre (pour le secteur), ce qui a suivi, la vague inflationniste, c'est un tsunami », indique le directeur général de FAME, Martin Roy, en entrevue.

Depuis 2023, les coûts d'exploitation ont connu une « augmentation spectaculaire », affirme Martin Roy. Plusieurs organisateurs lui ont mentionné qu'il en coûte maintenant entre 30 et 40 % de plus pour tenir un événement par rapport à 2019.

Cette hausse s'explique entre autres par une rareté de la main-d'œuvre et des fournisseurs au sein de l'industrie.

« Il y a quand même de plus en plus de festivals. Et ça aussi, ça a quand même un effet inflationniste. À partir du moment où, sur un même week-end, vous avez trois, quatre ou sept événements comparables en compétition dans une région ou dans une ville, cela peut avoir une incidence aussi sur les frais d'exploitation et sur la disponibilité de la main-d'œuvre, des artistes, des fournisseurs, etc. », fait valoir Martin Roy.

Revoir le financement

Il précise que le phénomène s'observe à l'échelle internationale. Mais Ottawa

pourrait tout même faire mieux en matière de financement, estime la coalition.

D'après FAME, le fédéral doit bonifier le budget de deux programmes de Patrimoine canadien visant à soutenir les événements, afin de tenir compte de l'inflation. Il s'agit de Fonds du Canada pour la présentation des arts et Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.

La coalition demande surtout de revoir la manière dont le ministère ajoute des sommes au financement de base des deux programmes. FAME souhaite que cet argent additionnel soit déjà intégré aux bases budgétaires. Cela permettrait, selon la coalition, de pérenniser ces montants et d'offrir une meilleure prévisibilité, sans devoir faire de nouvelles démarches auprès du gouvernement pour reconduire cette enveloppe supplémentaire presque année après année.

Cette aide additionnelle représente environ le tiers du budget total de 72,7 M\$ réservé jusqu'en 2025-2026.

« Depuis 2019, ces sommes-là sont devenues à la fois indispensables et insuffisantes, parce qu'elles ne font pas en sorte que les subventions augmentent. Au contraire, elles continuent de diminuer », dit Martin Roy, qui est aussi président-directeur général du Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI).

« Il va falloir se battre encore d'ici 2026 pour reconduire ces sommes-là », ajoute-t-il.

Martin Roy estime également que le fédéral doit éventuellement concevoir un programme dans lequel les festivals et les événements seraient considérés comme des moteurs économiques et touristiques.

Les investissements seraient alors réalisés en fonction de ce que cette industrie « peut rapporter en termes touristiques et de retombées économiques. De ne pas regarder les festivals et les événements seulement par la lorgnette culturelle », soutient-il.

Ottawa pourrait s'inspirer du gouvernement du Québec, dont le ministère du Tourisme appuie aussi des événements lorsqu'ils attirent des visiteurs de l'extérieur, affirme Martin Roy.

« Le gouvernement du Québec est le gouvernement provincial qui en fait le plus par rapport à l'industrie. Et d'ailleurs, ici, on peut vraiment parler d'une industrie des festivals et des événements, sinon des événements majeurs internationaux, parce qu'on travaille comme tel ; il y a des échanges entre les festivals. On est structuré comme une industrie, ce qui n'est pas toujours le cas à l'extérieur du Québec », expose-t-il.

Le FAME salue tout de même les aides ponctuelles qui ont été réservées à certains événements dans le cadre de l'énoncé économique du gouvernement Trudeau, présenté la semaine dernière. Il contenait un total de 10 millions \$ en mesures ciblées touchant cinq festivals, comme le Carnaval des Caraïbes de Toronto.

« Je me réjouis de ces coups de pouce qui sont donnés à l'un et à l'autre. Mais c'est sûr qu'on ne peut pas procéder de façon individuelle pour des centaines de festivals et événements. On ne s'en sortira pas. Si on en aide cinq par année, on risque de mettre plusieurs années avant de régler le problème pour l'ensemble des festivals canadiens », commente Martin Roy, qui espère au moins que le pire est désormais passé pour ce qui est de l'inflation.

leQuotidien

Les festivals sont plus populaires que jamais au Québec

Par Valérie Marcoux, Le Soleil | 12 septembre 2024 à 16h41

Malgré les difficultés financières rapportées par plus de la moitié des festivals au Québec, ces événements continuent de se multiplier et seraient même au sommet de leur popularité, affirme Martin Roy, directeur du Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) et de Festivals et événements majeurs Canada (FAME).

Est-ce qu'il y a trop de festivals au Québec? Cette question, Martin Roy l'a souvent entendue.

« Dans l'idéal, il y aurait autant de festivals qu'on peut rêver, mais on est parfois rattrapé par la réalité », mentionne le directeur du RÉMI et de FAME.

Pour lui, la multiplication des festivals témoigne de la vitalité et du dynamisme de la culture au Québec.

De plus, comme il en fait la démonstration lors du Colloque Les festivals de musique : organisation, enjeux et perspectives organisé par le FONO ce jeudi sur le campus de l'Université Laval, les retombées positives de ces événements sur l'économie et la notoriété des villes qui les accueillent sont bien réelles.

Pourtant, comme l'a dévoilé Événements Attractions Québec au début de la semaine, plus de la moitié des festivals du Québec auraient enregistré un déficit en 2023.

« Ce n'est pas un problème de popularité et ce n'est pas un problème de clientèles », soutient le directeur du RÉMI et de FAME qui observe un engouement croissant pour les festivals au Québec.

« C'est un phénomène qui est là et qui perdure. J'ai beaucoup de membres qui, cette année, ont eu un record d'achalandage et qui brisent à chaque année des records d'achalandage », insiste Martin Roy en donnant l'exemple du Festival d'été de Québec (FEQ).

Ainsi, la compétition que se livrent les festivals pour attirer les publics serait soutenable, l'inflation n'aurait pas trop coupé l'appétit des Québécois pour ces événements, mais c'est au niveau des subventions que leur nombre devient un problème.

Des pointes de tartes plus petites

« Il en coûte, en 2024, 30 % et 40 % de plus pour faire un événement comparable à ceux qu'on faisait en 2019, mais, évidemment, les commandites et les subventions n'ont pas suivi ce rythme », observe Martin Roy en évoquant Le fond du Canada pour la présentation des arts (FCPA) et Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.

« Ces deux programmes [fédéraux] ont actuellement les mêmes bases budgétaires qu'en 2008 », affirme le directeur du RÉMI et de FAME.

Les subventions accordées par les différents paliers de gouvernements représenteraient environ 25 % des revenus des festivals au Québec. Le fédéral est celui qui contribue le moins au financement de ces événements et M. Roy est d'avis qu'il pourrait en faire plus.

« En 2019, on a réussi à faire une augmentation ponctuelle à ces enveloppes. Depuis ce temps-là, on les reconduit et on les prolonge, mais il y a un vrai problème de financement au gouvernement fédéral en ce moment. Il faudrait que ces ajouts soient rendus permanents et intégrer aux bases budgétaires », plaide celui-ci.

« Dans le cas de ces deux programmes, les [augmentations ponctuelles] ont été confirmées jusqu'en mars 2026. Après, on ne sait pas ce qui va se passer », ajoute-t-il.

Dans ce contexte, la multiplication des festivals devient un problème pour les événements qui se partagent les subventions gouvernementales.

« Plus il y a de festivals, plus les pointes de tartes sont petites et ça ce n'est pas gagnant pour personne », fait valoir M. Roy.